

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°636 – 3 juillet 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Un programme régional de 642 M USD de la Banque mondiale en faveur des compétences et de l'emploi des jeunes

Le 23 juin 2026, la Banque mondiale [a approuvé](#) le programme régional SIRA (Compétences pour l'innovation, la résilience et les aspirations), une initiative destinée à renforcer les parcours entre l'école et l'emploi en Afrique de l'Ouest et du Centre. Doté d'un financement de 642 M USD, le programme bénéficiera dans un 1^{er} temps au Cap-Vert, à la Côte d'Ivoire et à la Guinée et ciblera notamment les jeunes femmes et les jeunes non scolarisés. SIRA vise à renforcer les systèmes de développement des compétences tout en soutenant les infrastructures de base, l'amélioration de la gouvernance et l'investissement privé dans des secteurs à forte croissance tels que l'énergie, la santé, l'agro-industrie, l'industrie manufacturière et le tourisme. En Côte d'Ivoire, plus de 900 000 jeunes devraient accéder à une formation qualifiante et à de meilleures perspectives d'emploi, en appui au Plan national de développement 2026-2030. En Guinée, environ 2,7 millions de jeunes bénéficieront d'un renforcement des systèmes d'éducation et de formation, ainsi que d'un soutien à l'entrepreneuriat et au placement professionnel dans des secteurs prioritaires. Enfin, au Cap-Vert environ 50 000 jeunes de 15 à 35 ans bénéficieront d'un renforcement de l'accès à l'emploi, à la certification et à des formations professionnelles adaptées aux besoins du marché du travail.

Le chiffre à retenir

21 %

Le taux de pression fiscale (en pourcentage du PIB) ciblé par les autorités sénégalaises en 2027

Près de 525,3 M EUR de la BOAD pour 11 projets au sein de l'UEMOA

Le 26 juin 2026, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) [a approuvé](#) 11 nouvelles opérations pour un montant total de 344,6 Md FCFA (525,3 M EUR). Au Togo, la BOAD a approuvé la 2^{ème} phase du programme d'appui à la mécanisation agricole et à l'irrigation pour un montant de 40 Md FCFA (61 M EUR). Au Bénin, le projet d'extension des capacités de production de la Société des Ciments du Bénin a reçu 16,6 Md FCFA (25,3 M EUR). En Côte d'Ivoire, la compagnie aérienne Air Côte d'Ivoire recevra 50 Md FCFA (76,2 M EUR) pour l'acquisition de 4 avions. La BOAD décaissera 102,4 Md FCFA (156,1 M EUR) pour 3 projets au Mali : construction d'une centrale solaire photovoltaïque, construction et rénovation d'établissements scolaire et une ligne de refinancement en faveur de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce Mali. Elle financera également 3 projets au Burkina Faso pour un montant total de 75 Md FCFA (114,3 M EUR) : construction d'un port sec multimodal à Ouagadougou, extension de la centrale thermique de Komsilga et une ligne de refinancement en faveur de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le



Commerce Burkina. Enfin, le Niger disposera d'une enveloppe de 60,6 Md FCFA (92,4 M EUR) pour le renforcement des capacités d'intervention de l'Office National des Aménagements Hydro-Agricoles, ainsi que le déploiement de centrales diesel et de mini-centrales solaires photovoltaïques sur des sites jugés stratégiques.

163 M USD de la Banque mondiale pour renforcer la cohésion sociale

Le 25 juin 2026, la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement additionnel de 163 M USD à destination du Projet de cohésion sociale des régions nord du Golfe de Guinée (COSO). Ce financement permettrait ainsi de toucher 1,9 M personnes supplémentaires, de soutenir 2200 projets communautaires et 600 entreprises locales et de créer 52 000 nouveaux emplois directs dans le nord au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo. Pour rappel, le projet COSO avait été approuvé en 2022 afin de venir en aide aux régions du nord du Golfe de Guinée fragilisées par plusieurs causes de vulnérabilité : insécurité transfrontalière, chocs climatiques, pauvreté élevée et opportunités économiques limitées. L'accent est mis sur la cohésion sociale et la résilience grâce à des investissements communautaires directs visant à développer les infrastructures, renforcer l'inclusion et créer des emplois. Au total, plus de 3,7 M de personnes ont déjà bénéficié du programme et plus de 82 000 emplois ont déjà été créés.

Bénin

Le débat d'orientation budgétaire 2027-2029 centré sur la réduction de la pauvreté et l'innovation

Le 24 juin 2026, l'Assemblée nationale du Bénin [a tenu](#) son débat d'orientation budgétaire 2027-2029 suite à la présentation du document de programmation pluriannuelle par le ministre de l'Économie et des Finances. Après une

croissance historique de 8,1 % en 2025, portée par l'agriculture, l'industrie et le BTP, le gouvernement projette un taux stable de 7,5 % en 2026 et 2027. Quant au déficit budgétaire, il est attendu à 3,1 % du PIB en 2026 et devrait diminuer progressivement pour atteindre à 2,7 % d'ici 2029. La politique économique se concentrera sur (i) l'éradication de l'extrême pauvreté via entre autres le renforcement des filets sociaux, (ii) l'agro-industrialisation, (iii) le renforcement de l'inclusion financière, (iv) l'amélioration de l'environnement des affaires, le développement du tourisme, l'innovation technologique et (v) le développement territorial à travers six pôles régionaux. Saluant ces performances, les députés ont recommandé entre autres la facilitation de l'accès au financement des micro-agriculteurs et l'implication des universitaires dans la politique de transformation digitale.,.

Burkina Faso

50,6 M EUR de la BOAD pour la modernisation des mines de Boungou et Wahgnion

Le 30 juin 2026, le parlement burkinabè a [approuvé](#) un projet de loi autorisant la ratification d'un accord de prêt de 33,2 Md FCFA (50,6 M EUR) conclu avec la Banque ouest-africaine de développement (BOAD). Ce prêt financera partiellement le plan de renforcement des mines d'or de Boungou et de Wahgnion en permettant l'acquisition d'équipements d'exploitation, la construction d'infrastructures de sécurisation et le raccordement de la mine de Wahgnion au réseau électrique. Le plan de renforcement des mines de Wahgnion et de Boungou, estimé à plus de 100 Md FCFA (152,4 M EUR), a pour objectif d'accroître la productivité et la rentabilité des deux sites et de réduire leur dépendance à la sous-traitance. Pour rappel, les deux sites miniers avaient été acquis par l'État en juillet 2025 et sont désormais exploités par la Société



de participation minière du Burina Faso (SOPAMIB).

Publication des prévisions de la campagne cotonnière 2026-2027

Le 25 juin 2026, le Conseil des Ministres burkinabè [a adopté](#) un rapport relatif au bilan de la campagne cotonnière 2025-2026 et aux prévisions de la campagne 2026-2027. La campagne 2025-2026 s'est achevée avec une production de 314 293 tonnes de coton graine (conventionnel et biologique), soit une hausse de 6,7 % par rapport à la campagne précédente. Pour la campagne 2026-2027, les prévisions sont fixées à 532 000 tonnes de coton conventionnel et 2500 tonnes de coton biologique. Le gouvernement a également fixé les prix planchers d'achats au kilogramme : (i) pour le coton conventionnel, 310 FCFA (0,47EUR) pour le premier choix et de 285 FCFA (0,43 EUR) pour le second choix, et (ii) pour le coton biologique 375 FCFA (0,57 EUR). Enfin, le prix de cession à crédit des engrais est fixé à 17 500 FCFA (26,7 EUR) par sac de 50 kg, grâce à la mise en place de subventions par les sociétés cotonnières.

Côte d'Ivoire

349,2 M EUR de la Banque mondiale en appui au secteur privé

Le 1^{er} juillet 2026, le gouvernement [a ratifié](#) en Conseil des ministres deux accords de financement conclus le 10 juin avec la Banque mondiale, pour un montant total 349,2 M EUR. Ce financement constitue un appui budgétaire dédié à la mise en œuvre du programme d'investissement privé et à la création d'emplois productifs en Côte d'Ivoire. Il permettra de soutenir les réformes en faveur du développement du secteur privé et de l'emploi productif, en améliorant le climat des affaires et en renforçant la participation du secteur privé dans des secteurs stratégiques, notamment

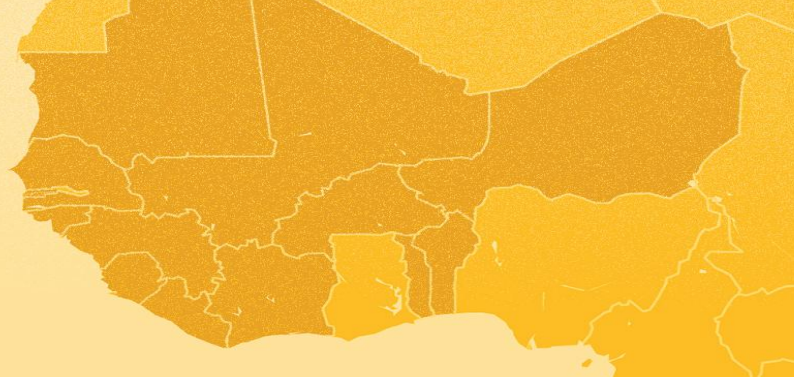
l'eau, l'électricité, le numérique, l'agriculture et la santé. s.

130 M EUR de l'AFD pour le financement du programme WASUNA

Le 1^{er} juillet 2026, le Conseil des Ministres [a ratifié](#) une convention de crédit d'un montant de 130 M EUR, conclue le 2 avril 2026 entre la Côte d'Ivoire et l'Agence française de développement (AFD), en vue du financement du programme Water and Sun Alliance (WASUNA). Ce programme vise à sécuriser, accroître et décarboner la production nationale d'électricité par la réhabilitation de l'ensemble du parc hydroélectrique, représentant environ 20 % des capacités actuelles de production, ainsi que par le déploiement de nouvelles capacités solaires et de stockage. Il prévoit ainsi la réalisation de 10 projets d'infrastructures, comprenant la réhabilitation des aménagements hydroélectriques de Buyo, Taabo, Ayamé 1 et 2, Fayé et Kossou, la construction de deux centrales solaires et l'installation de deux systèmes de stockage par batteries sur les sites des barrages de Soubré et de Gribo-Popoli.

La Banque mondiale clôture le projet PAGDS de modernisation des services publics numériques

Le 29 juin 2026, la Banque mondiale et le gouvernement [ont officiellement clôturé](#) le Projet d'amélioration de la gouvernance pour la délivrance des services de base aux citoyens (PAGDS), lancé en 2019 et financé à hauteur de 195 M USD par l'institution. Le programme a permis le développement de 23 plateformes numériques dans plusieurs secteurs. Dans l'éducation, la plateforme DOBConnect a contribué à la dématérialisation des inscriptions en classe de sixième. Dans le secteur de la santé, 325 centres médicaux ont été équipés d'un système d'information hospitalier intégré. Le programme [a enregistré](#) un apport



complémentaire de 300 M USD du gouvernement ivoirien.

Guinée

Adoption d'un nouveau cadre de partenariat avec la Banque mondiale pour la période 2027-2033

Le 23 juin 2026, le Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale [a approuvé](#) un nouveau cadre de partenariat pays (CPP) avec la Guinée pour la période 2027-2033. Ce partenariat vise à accompagner la transformation économique du pays, en privilégiant une approche intégrée autour de la création d'emplois, de la gouvernance économique et de l'expansion des infrastructures. Le CPP entend également favoriser une plus forte mobilisation du secteur privé, notamment à travers les interventions de la Société financière internationale et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, afin d'accompagner les investissements structurants liés à l'exploitation du gisement de Simandou. Pour la première moitié de la période, la Guinée devrait bénéficier d'une allocation initiale de 471 M USD. Outre l'approbation du CPP, la Banque mondiale a également validé trois nouveaux financements : 116 M USD pour la 2^{ème} phase du Projet de développement de l'agriculture commerciale, 102 M USD pour le Programme Compétences pour l'innovation, la résilience et les aspirations et 75 M USD pour le Projet de mobilisation des recettes intérieures et de gestion des dépenses publiques.

Incendie du Grand Marché de Nzérékoré

Le 19 juin 2026, un violent incendie [s'est déclaré](#) dans la nuit sur le Grand Marché de Nzérékoré. Selon les autorités locales, aucun mort ne serait à déplorer mais près de 3 000 commerçants [auraient été](#) sinistrés tandis que

plus de 4 300 infrastructures commerciales auraient été détruites ou gravement endommagées. Les dégâts concernent principalement des boutiques, magasins, entrepôts et étals de vente, entraînant la destruction de stocks de marchandises et d'importants moyens de subsistance. Cet événement devrait affecter temporairement les circuits d'approvisionnement de la région, avec des risques de perturbation des activités commerciales et de tensions sur la disponibilité de certains produits. Les autorités ont annoncé la poursuite de l'évaluation des pertes ainsi que la mise en place de mesures destinées à accompagner les commerçants sinistrés et à favoriser la reprise progressive des activités économiques.

Guinée-Bissau

Publication du bulletin économique pour la Guinée-Bissau par la Banque mondiale

Le 22 juin 2026, la Banque mondiale [a publié](#) son bulletin économique pour la Guinée-Bissau intitulé [Pathways for Unlocking Productivity-Led Private Sector Growth](#), examinant la trajectoire macroéconomique ainsi que les risques budgétaires et financiers du pays. En 2025, la Guinée-Bissau a enregistré une croissance de 5,8 %, portée par une récolte abondante d'anacarde, et a ramené son déficit budgétaire à 6,5 % du PIB, principalement grâce à une réduction des dépenses. Pour autant, la dette publique demeure préoccupante, s'élevant à 75,6 % du PIB. En 2026, la croissance est projetée à la baisse à 4,8 %, en raison d'une baisse de l'investissement liée à l'incertitude politique. Plus inquiétant, la productivité du travail a fortement baissé, malgré une hausse de la part des entreprises ayant investi (61,2 % en 2025 contre 45,1 % en 2006). Afin d'inverser la tendance, le rapport préconise l'élargissement de l'assiette fiscale, la simplification des obligations fiscales, notamment pour les PME,



ainsi que la modernisation des douanes et une bonne gouvernance des services publics.

Libéria

Interdiction des exportations de caoutchouc naturel non transformé

Le 26 juin 2026, le président de la République du Libéria [a signé](#) un décret interdisant pour une durée indéterminée l'exportation de caoutchouc naturel non transformé à partir du 1er juillet 2026. La mesure concerne notamment le latex, le coagulum, le cup lump, les résidus d'écorce et les résidus broyés. Le texte vise à accroître la transformation locale, l'emploi industriel et les recettes publiques dans le cadre de l'agenda ARREST pour le développement inclusif. Le dispositif prévoit des sanctions allant jusqu'à 100 000 USD pour les entreprises et 50 000 USD pour les petits producteurs en cas de première infraction, ainsi que la confiscation des cargaisons, la suspension des licences et des poursuites pénales. Le gouvernement devrait adopter sous trente jours des mesures facilitant l'accès au marché intérieur pour les producteurs qui dépendent du commerce transfrontalier de caoutchouc brut. Il prévoit également des incitations à la transformation locale via des allègements fiscaux, des financements concessionnels et un appui aux infrastructures. Pour rappel, la production nationale [a reculé](#) de 2,3 %, selon la Banque centrale du Libéria. En outre, en mai 2026, un investissement de 36 M USD a été annoncé par le groupe [Mainland](#) pour renforcer la transformation du caoutchouc.

Mission technique du FMI pour la 4^e revue du programme FEC

Du 10 au 23 juin 2026, une mission du Fonds monétaire international (FMI) [s'est rendue](#) à Monrovia afin de conduire la 4^e revue au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et la 1^{ère} revue

au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). La croissance du PIB réel est projetée à 5,5 % en 2026, soutenue par l'expansion de l'activité minière, notamment le minerai de fer, ainsi que par les secteurs manufacturier et de la construction. L'inflation s'est établie à 5,3 % g.a en mai 2026, contre 4 % fin 2025, reflétant une transmission limitée de la hausse des prix internationaux des carburants. Le déficit du compte courant devrait se creuser à 18 % du PIB en 2026, contre 7 % en 2025, sous l'effet de l'augmentation des importations de carburants et de biens d'équipement liés à l'expansion minière. Les performances budgétaires devraient rester conformes aux objectifs du programme, soutenues par la mobilisation des recettes intérieures et un versement exceptionnel de 200 M USD (3,5 % du PIB).

Mauritanie

Décassement de 105,6 M USD du FMI suite à un nouvel accord FEC/MEDC et à la 5^e revue FRD

Le 24 juin 2026, le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) [a approuvé](#) un nouveau programme de financement de 42 mois en faveur de la Mauritanie au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et du Mécanisme élargi de financement (MEDC), ainsi que la 5^{ème} et dernière revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Cette décision permet un décaissement total d'environ 78,8 M DTS (105,6 M USD). Le précédent programme FEC/MEDC a couvert la période 2022-2026 et a enregistré une mise en œuvre jugée satisfaisante par le FMI. Le nouveau programme vise à préserver les marges extérieures du pays, tout en soutenant les efforts des autorités mauritaniennes pour maintenir la stabilité macroéconomique et mettre en œuvre des réformes structurelles. Il s'articule ainsi autour de trois priorités : (i) la consolidation de la stabilité macroéconomique ; (ii) la réduction de la



pauvreté, grâce à des investissements dans le capital humain ; (iii) l'amélioration de la gouvernance, notamment au sein des entreprises publiques.

Niger

Lancement d'un projet pour le développement de la filière tomate financé par l'Italie

Le 25 juin 2026, le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage nigérien [a procédé](#) au lancement officiel du Projet de petite irrigation pour le développement de production de tomate. Mis en œuvre dans les régions de Tahoua et Maradi sur une durée de trois ans, ce programme vise à accroître la production, la transformation et la consommation de tomates locales. Il bénéficie d'un financement de 2 Md FCFA (3 M EUR) de la Coopération Italienne au Niger, qui souhaite ainsi soutenir les économies rurales et en particulier l'emploi des jeunes et des femmes.

Sénégal

L'objectif de déficit budgétaire de 3 % du PIB repoussé à 2029

Le 30 juin 2026, le ministre de l'Économie, des Finances et du Plan [a présenté](#) à l'Assemblée nationale le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2027-2029. Les recettes du budget général devraient progresser de 5 728,4 Md FCFA (8,7 Md EUR) en 2027 à 6 444,4 Md FCFA (9,8 Md EUR) en 2029, soutenues par le renforcement des réformes fiscales, avec une pression fiscale ciblée à 21 % du PIB dès 2027, ainsi que par les retombées du secteur des hydrocarbures estimées globalement à 703,2 Md FCFA (1,1 Md EUR) sur la période. Les dépenses du budget général progresseront quant à elles de 6 888,5 Md FCFA (10,5 Md EUR) en 2027 à 7 238,9 Md FCFA

(11,0 Md EUR) en 2029. En particulier, les dépenses d'investissement connaîtront une hausse de 509,7 Md FCFA (777 M EUR) entre 2027 et 2029. Dans ce contexte, le déficit budgétaire devrait suivre une trajectoire baissière pour atteindre la norme communautaire de 3 % du PIB l'horizon 2029 (contre 6,4 % en 2025). Toutefois, le cadre macro-budgétaire demeure exposé à des risques importants liés à la volatilité des prix du pétrole, à la soutenabilité de la dette et aux contraintes de financement.

198 M EUR mobilisés par l'État pour la campagne agricole 2026-2027

Lors du Conseil interministériel du 30 juin 2026, le Premier ministre [a arrêté](#) une feuille de route pour la campagne agricole 2026-2027, dotée d'une enveloppe de 130 Md FCFA (198,2 M EUR) inscrite au budget 2026. Cette enveloppe financera les intrants et infrastructures agricoles, la mécanisation et la digitalisation. Un plan d'apurement des engagements de l'État estimé à 90 Md FCFA (137,2 M EUR) est également prévu pour assainir la trésorerie des opérateurs. La stratégie mise entre autres sur la contractualisation des filières riz, maïs et arachide, le déploiement de 1 000 jeunes volontaires agricoles et l'introduction d'un système d'assurance agricole indiciaire pour protéger les producteurs contre les aléas climatiques.

Sierra Leone

La Banque centrale augmente son taux directeur à 17 %

Le 15 juin 2026, la Banque de Sierra Leone (BSL) [a relevé](#) son taux directeur de 25 points de base, à 17 %, conformément à la recommandation de son Comité de politique monétaire (CPM). Cette décision intervient dans un contexte d'incertitudes sur les perspectives économiques mondiales et de renforcement



des pressions inflationnistes. L'inflation est passée de 4,4 % en g.a. en décembre 2025 à 8,1 % en février 2026, puis à 10,8 % en avril 2026. La croissance du PIB réel est attendue à 4 % en 2026 après 5 % en 2025, sous l'effet de la hausse des prix mondiaux de l'énergie, qui se traduit par un renchérissement des coûts de production et des contraintes d'approvisionnement. Au 1^{er} trimestre 2026, le déficit commercial s'est réduit grâce à la baisse des importations, tandis que les réserves de change représentaient 2,1 mois d'importations et que le taux de change est demeuré globalement stable. En revanche, le déficit budgétaire s'est creusé en raison de recettes inférieures aux prévisions et d'une augmentation des dépenses publiques.

Togo

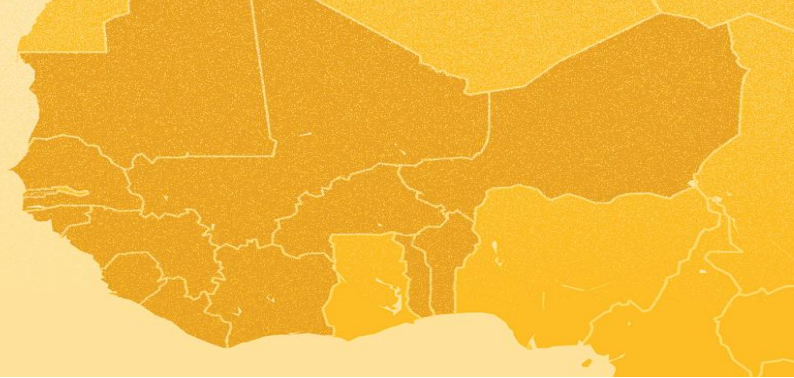
Approbation d'un décaissement de 109,5 M USD par le FMI

Le 29 juin 2026, le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI) [a approuvé](#) le décaissement de 80,7 M DTS (109,5 M USD) à l'issue de la 3^e et 4^e revues du programme soutenu par la Facilité élargie de Crédit (FEC) dont bénéficie le Togo depuis 2024. Ce nouveau versement porte à 220,2 M DTS (298,6 M USD) le montant total des décaissements. Pour rappel, les objectifs de ce programme portent sur (i) la stabilité macroéconomique et la consolidation budgétaire, (ii) le renforcement des capacités institutionnelles et de la gouvernance et (iii) la protection sociale. La mise en œuvre du programme a été jugée globalement satisfaisante par le FMI, avec notamment le respect de la plupart des critères de performance. L'économie togolaise est restée résiliente, malgré un contexte incertain, et a enregistré une croissance économique d'environ 6 % en 2025, un taux d'inflation de 0,4 % et un déficit à 3,2 %. Le FMI a toutefois souligné la persistance de certains enjeux tels

que la mobilisation des recettes, la gestion des entreprises publiques ou encore la finalisation des mécanismes de protection sociale qui nécessitent une vigilance accrue.

Lancement officiel du dialogue tripartite Togo - Equipe Europe - EUROCHAM

Le 26 juin 2026, le gouvernement togolais, l'Equipe Europe et EUROCHAM Togo [ont officiellement lancé](#) un dialogue tripartite dédié au climat des affaires et aux investissements au Togo. Cette première session inaugure un cadre permanent d'échange destiné à renforcer l'attractivité du pays et stimuler les investissements européens au service de la croissance et de l'emploi. Pour les autorités togolaises, cette initiative [contribue à](#) (i) maintenir la dynamique des réformes engagées pour l'amélioration du climat des affaires, (ii) faire de la coopération entre les trois parties un véritable partenariat économique et (iii) placer le secteur privé au cœur de la transformation économique du Togo. Ce dialogue s'inscrit dans le cadre de la stratégie européenne Global Gateway, qui prévoit la mobilisation de 150 Md EUR d'investissements en Afrique sur la période 2021-2027.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)